

SITUATION EN CÔTE D'IVOIRE
AFFAIRE
LE PROCUREUR c. LAURENT GBAGBO

ANNEXE 12
PUBLIQUE

Article de Jeune Afrique intitulé « Côte d'Ivoire : Vers un retour en masse des ex-cadres en exil du régime Gbagbo ? » daté du 28 janvier 2014

JEUNE AFRIQUE

Toute l'actualité africaine en continu

RÉCONCILIATION IVOIRIENNE

(2 réactions)

Côte d'Ivoire : vers un retour en masse des ex-cadres en exil du régime Gbagbo ?

28/01/2014 à 12:34 Par Vincent Duhem



Les ex-cadres du régime de Laurent Gbagbo ont connu des trajectoires très différentes. © Montage J.A.

Le 17 janvier, Marcel Gossio a fait son retour en Côte d'Ivoire. Depuis, beaucoup espèrent que les derniers dignitaires du régime de Laurent Gbagbo encore en exil suivront son exemple.

La Côte d'Ivoire est-elle rentrée dans une phase de "normalisation" ? C'est ce qu'espèrent une majorité d'observateurs après le retour à Abidjan, vendredi 17 janvier, de l'ancien directeur du port autonome d'Abidjan, Marcel Gossio. Soupçonné d'avoir été l'un des argentiers du régime Gbagbo, l'aidant à contourner l'embargo sur les armes, et d'avoir financé des actions de déstabilisation contre le pouvoir d'Alassane Ouattara, notamment en août 2012, il était l'un des pro-Gbagbo exilés les plus importants.

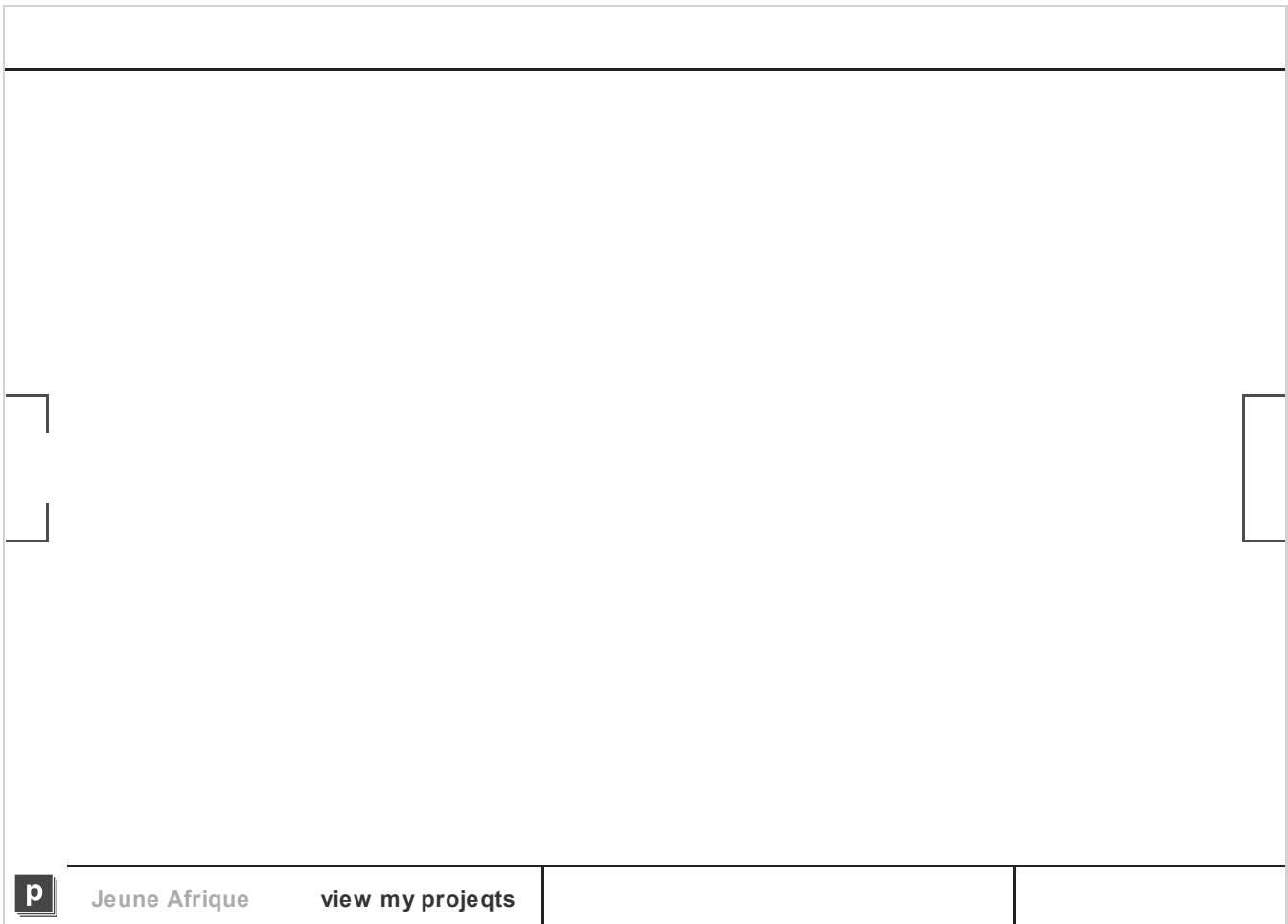
"C'est un très bon retour au pays. Il donne un signal fort à tous les exilés [pro-Gbagbo] civils et militaires pour rentrer", a confié à RFI le porte-parole du RDR, Joël N'Guessan. "Quand un cadre du régime Gbagbo remercie 'le président Alassane Ouattara', c'est forcément positif", poursuit un diplomate en poste à Abidjan.

D'autant que près de 1 300 éléments des ex-forces de défense et de sécurité pro-Gbagbo exilées (au Ghana ou au Togo) ou entrées en clandestinité ont également répondu à l'appel au retour lancé par le président Ouattara, qui leur a garanti la sécurité.

Et ce n'est pas le premier signe d'un début de normalisation des relations entre le Front populaire ivoirien (FPI) et le pouvoir. Les lignes avaient déjà commencé à bouger le 5 août dernier. Ce jour-là, la justice ivoirienne a accordé la liberté provisoire à quatorze pro-Gbagbo, et non des moindres. Parmi eux, l'ancien Premier ministre et président du FPI, Pascal Affi N'Guessan ; l'ex-ministre de la Défense Moïse Lida Kouassi ; le responsable de la jeunesse du FPI, Justin Koua ; Alcide Djédjé, l'ancien conseiller diplomatique puis ministre des Affaires étrangères de Gbagbo ; et le fils aîné de l'ex-président, le Franco-Ivoirien Michel Gbagbo.

Diaporama : que deviennent les ex-cadres du régime Gbagbo ?

(Cliquer sur le bouton "info" pour lire les légendes photo)



Toutefois, plusieurs anciens dignitaires du régime Gbagbo sont encore en exil, notamment au Ghana. À Accra, on retrouve le porte-parole de l'ancien président ivoirien, Justin Koné Katinan, mais aussi Ahoua Don Mello, le porte-parole de l'ex-gouvernement Aké N'Gbo (Premier ministre du dernier gouvernement de Gbagbo), Damana Pickass, figure de la crise postélectorale, qui s'est illustré en arrachant les PV de la commission électorale indépendante, Kadet Bertin, ex-sécurocrate en chef du régime, et d'anciens hauts responsables des services de sécurité.

>> À lire aussi : **Comment l'aile radicale des pro-Gbagbo opère au Ghana, selon l'ONU**

Vont-ils suivre l'exemple de Gossio ? "Cela ne m'étonnerait pas, explique un proche du dossier. Le FPI veut se remettre en marche pour 2015 et estime que ces exilés peuvent lui être utiles. De son côté, le gouvernement est prêt à faire des concessions car Ouattara ne veut pas être le seul candidat."

Ces derniers jours, la rumeur de leur retour bruissait à Abidjan. Celui-ci n'est cependant pas encore acté. Une délégation composée des vice-présidents du FPI, Michel Amani Nguessan et Dano Djédjé s'est rendue au Ghana pour aborder la question avec les exilés. Une rencontre a eu lieu le 22 janvier. La délégation devait également se rendre au Togo et au Bénin. Son objectif était de convaincre tous les anciens dignitaires de prendre le chemin du retour.

>> À lire aussi : **la guerre de leadership des chefs pro-Gbagbo exilés au Ghana**

Une majorité d'entre eux y est favorable. "L'essentiel pour nous, c'est de travailler de concert avec la nouvelle direction, avec le président Affi Nguessan, pour remobiliser nos troupes et reconquérir le terrain pour les prochaines échéances électorales de 2015", explique l'un d'eux.

Mais certains cadres du parti en exil estiment avoir été oubliés par la nouvelle direction du parti formée

par Affi Nguessan. "Cela a suscité des réactions en notre sein. D'autres sont frustrés d'avoir été oublié malgré les sacrifices consentis pour garder le cap, ici, en exil. Certains parlent d'une nouvelle direction ingrate", explique un exilé. Tous veulent donc s'assurer qu'ils auront la possibilité de jouer un rôle politique dans les futures échéances électorales.

Par **Vincent Duhem**

Suivre @vincentduhem

1 759 abonnés